



Salaires, Retraites : même combat

Pour une retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 annuités !

Le gouvernement est déterminé à nous faire travailler plus. Une offensive profonde et inacceptable contre les travailleurs. Réforme soutenue par le Medef, pour qui, « le relèvement de l'âge de départ à 64 ans complété d'une accélération de l'allongement, déjà prévu, de la durée de cotisation, est indispensable ».

Rejetons cette réforme inacceptable !

Le gouvernement et le patronat craignent un embrasement dans lequel converge la colère contre la réforme des retraites, la hausse des prix et la crise énergétique, l'exigence d'une revalorisation des salaires au moins indexés sur l'inflation.

Le système solidaire par répartition instauré en 1945 a été attaqué et affaibli depuis 30 ans par les gouvernements successifs de droite comme de gauche. Les suppressions progressives de cotisations des entreprises lui ont enlevé plus de 90 milliards par an.

Cerise sur le gâteau, on vient d'apprendre que les dividendes versés aux actionnaires CAC 40 se sont envolés : 80 milliards d'euros dans leurs poches !

Patronat et pouvoir vont vite, ne les laissons pas faire !

Cette réforme vise à réaliser des économies, le gouvernement continue de siphonner les caisses avec des baisses d'impôts et des suppressions de cotisations sociales pour les entreprises. De nombreux actifs partent déjà après 62 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein et 44% des 55/64 ans ne sont plus en emploi, ni en retraite... la nouvelle réforme de l'assurance chômage les enverra dans la précarité, la pauvreté.

Un enfumage sur l'augmentation de la retraite minimum « *Ce que nous portons, dit Élisabeth Borne, c'est « une pension de 85% du Smic net, soit une augmentation de 100 euros par mois, soit près de 1200 euros par mois »* **mais tous n'en bénéficieront pas** puisqu'il faudra justifier d'une carrière complète. Ils seront moins de 100 000 la première année après la réforme (40 000 en 2035) : coût 198 millions d'euros ! **Il n'y a vraiment pas de quoi justifier un allongement de trois années de la durée de travail.** Les 5,7 millions de retraités d'aujourd'hui vivant avec moins de 1000 € brut par mois ne sont pas inclus dans le dispositif. Les pensions rabotées : le pouvoir d'achat des retraités laminé, indexé sur les prix alors qu'ils l'étaient auparavant sur les salaires.

Les réserves nettes du système des retraites s'élevaient à 163,2 milliards d'euros fin 2021.

Cadeaux et réduction des cotisations patronales.

- Les exonérations de cotisations sociales étaient estimées à 75 milliards d'euros pour l'année 2022.
- La transformation du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) en exonérations de cotisations coûte environ 20 milliards d'euros par an,
- La suppression progressive de la CVAE (Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) sur deux ans: 4,1 milliards d'euros dès 2023)
- Allègement des impôts de production de 10 milliards d'€ par an.
- 300 milliards versés aux multinationales avec le plan de relance

De l'argent il y en a dans les caisses du patronat !

La réforme des retraites fait partie d'un plan d'ensemble de Macron et du capital

Depuis 2017, Macron a fait voler en éclat le code du travail déjà largement mis à mal lors du quinquennat de F. Hollande, il s'est attaqué au système d'assurance chômage ; à la casse du système hospitalier ; des services publics ; à la réforme de l'apprentissage ; il a organisé la sélection à l'Université ; restreint les libertés et donne 375 milliards d'euros à l'armée pour attiser la guerre !

Il veut adapter toute la société française à l'objectif du capitalisme : augmenter ses profits, se placer dans la concurrence mondiale capitaliste. C'est 60 ans de progrès social conquis par les luttes qu'il veut rayer. Le programme de stabilité présenté par le gouvernement à Bruxelles fait de la réforme des retraites la clé de l'action publique pour toujours plus de cadeaux aux multinationales, entre autres par la baisse de nos salaires socialisés et orienter les jeunes vers les fumeuses et volatiles retraites complémentaires des assureurs qui rêvent de ce gâteau depuis longtemps. Le taux de l'impôt sur les sociétés aura été abaissé de 33,3 % à 25 % (11 milliards). Toujours et encore pour les entreprises, il promet 26 milliards de plus d'ici 2027 de baisse des prélèvements obligatoires. En 2021, 206 milliards d'euros ont été mobilisés pour les entreprises, soit 9% du PIB français, l'impôt sur les sociétés n'était que de 36,4 Mds €. Les aides publiques aux entreprises coûtent une fortune et nourrissent la dette publique : 60 milliards budgétés en 2023 pour simplement payer les intérêts.

Pour les faire reculer, développons la lutte de plus en plus fort tous ensemble, les grèves partout !

En 1945 c'est le rapport des forces qui a imposé le système par répartition. En régime capitaliste aucune avancée sociale n'est acquise de façon définitive. La lutte quotidienne pour la défense des conquêtes sociales, pour la satisfaction immédiate des revendications est une nécessité absolue. En 1936 – 1945 – 1968 – 1995, 2019 la lutte des travailleurs, de la jeunesse, du peuple a fait reculer le pouvoir, de grandes conquêtes ont été imposées.

Les luttes sociales sont essentielles mais elles ne détruisent pas le capitalisme qui est la cause de la situation du peuple. Tant que le pouvoir économique, financier, politique sera entre ses mains, rien de fondamental ne changera. La lutte politique contre le capitalisme est incontournable. Dans la lutte actuelle, la question se pose de plus en plus fortement, quelle perspective politique aujourd'hui pour notre pays ? Qui est aux commandes de notre pays ? Qui prend les décisions politiques, économiques, financières ? Les multinationales capitalistes ont mis Macron en place. Pour maintenir son pouvoir, ses profits, le capitalisme repart en permanence à l'attaque pour reprendre ce qu'il a dû concéder et aller le plus loin possible dans l'exploitation et la régression sociale. C'est le capitalisme qu'il faut combattre.

EXIGEONS : La retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisation, la fin du système de décote, la hausse générale des salaires, l'arrêt des aides publiques aux entreprises, la suppression des exonérations de cotisations patronales (notre salaire socialisé !) et leur rétablissement pour financer nos retraites et plus largement notre sécurité sociale.

FAITES LE CHOIX DE LA LUTTE, REJOIGNEZ LE PCF !

Pour lutter contre l'exploitation, pour rompre avec le système capitaliste, rejoignez les communistes de la section de SMH et adhérez au PCF

Nom et Prénom

Adresse

Messagerie

Téléphone.....À retourner à l'adresse ci-dessous

Le 15/01/2023